



CHAPITRE 25

CHAPTER 25

Loi pour venir en aide aux victimes du
sinistre de novembre 1955, à Nicolet

An Act to assist the victims of the Novem-
ber, 1955, disaster at Nicolet

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

[Assented to, the 15th of December, 1955]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consen-
tement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

Aide
autorisée.

1. Nonobstant toute disposition légis-
lative inconciliable avec la présente, toute
corporation municipale de la province est
autorisée à consentir, par résolution de
son conseil municipal, en faveur des vic-
times du récent sinistre de Nicolet, à titre
de donation, l'aide financière qu'elle juge
convenable.

Appro-
bation.

Cette résolution entre en vigueur dès
son approbation par la Commission munici-
pale de Québec.

Corpo-
rations
municipa-
les au-
torisées.

Les corporations municipales sont au-
torisées à utiliser leurs fonds généraux et
aussi à contracter des emprunts pour les
fins des donations consenties en vertu du
présent article. Ces emprunts, sujets à
la seule approbation de la Commission
municipale de Québec, n'affectent pas
leurs pouvoirs généraux d'emprunt.

Compa-
gnies,
etc., au-
torisées.

2. Nonobstant toute loi ou tout règle-
ment inconciliable avec le présent article,
les compagnies et autres corporations pri-
vées constituées en vertu des lois de la
province sont autorisées à consentir, par
résolution de leurs directeurs ou adminis-
trateurs respectifs, et à verser aux victimes
de ce sinistre les donations qu'elles jugent
opportunes.

Assistance
author-
ized.

1. Notwithstanding any legislative pro-
vision inconsistent herewith, any munic-
ipal corporation of the Province is au-
thorized to grant, upon a resolution of its
municipal council, as a gift for the benefit
of the victims of the recent disaster at
Nicolet, such monetary assistance as it
may deem expedient.

Such resolution shall come into force **Approval.**
when approved by the Quebec Municipal
Commission.

Municipal
corpora-
tions au-
thorized.

The municipal corporations are author-
ized to use their general funds and also
to contract loans for the purposes of the
gifts granted under this section. Such
loans, subject only to the approval of the
Quebec Municipal Commission, shall not
affect their general borrowing powers.

Compa-
nies,
etc., au-
thorized.

2. Notwithstanding any act or by-law
inconsistent herewith, companies and
other private corporations incorporated
under the laws of the Province are au-
thorized to grant, by resolution of their
respective directors or administrators, and
to pay to the victims of such disaster such
gifts as they deem expedient.

Donations.

3. Les donations consenties en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constitue est signé par le donateur ou, quant aux corps publics visés à l'article 1, dès l'entrée en vigueur de la résolution.

Contribution de la province.

4. En vue de contribuer généreusement à la solution des problèmes municipaux, scolaires et provinciaux qui sont la conséquence du sinistre en question et de venir en aide généralement aux victimes de ce malheur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et de la manière qu'il détermine, autoriser le ministre des finances de la province à payer à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas trois quarts de million de dollars.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Gifts.

3. The gifts made under this act shall be exempt from the application of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made by private agreement and shall be valid and deemed accepted as soon as the writing evidencing the same is signed by the donor or, as to the public bodies mentioned in section 1, on the coming into force of the resolution.

Contribution of the province.

4. With a view to contributing generously to the solution of the municipal, educational and provincial problems resulting from the said disaster and generally to assist the victims thereof, the Lieutenant-Governor in Council, on such conditions and in such manner as he may determine, may authorize the Minister of Finance of the Province to pay for such purposes, out of the consolidated revenue fund, a sum not exceeding three quarters of a million dollars.

Coming into force.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.